Eléments pour une critique marxiste de P. Sraffa

Carlo Benetti, Suzanne de Brunhoff, Jean Cartelier
Cahiers d'économie politique, n°3, 1976

Nous tentons ici d'aborder le problème de deux points de vue : d'une part en essayant de *situer historiquement l'œuvre de Sraffa ;* d'autre part en cherchant à mettre en lumière comment les limites de l'économie politique, montrées par Marx à propos de Ricardo, se manifestent également dans les catégories de Sraffa et leur mise en œuvre.

(I)

Sur le premier point, nous présenterons quelques hypothèses d'ordre général. L'importance de l'œuvre de Sraffa est liée à la crise actuelle de l'économie politique dominante, crise perceptible aussi bien au niveau universitaire qu'à *celui des formes de la gestion étatique de l'économie.* Cependant l'audience de Sraffa est de prime abord surprenante, du fait que son œuvre ne saurait être considérée comme une apologie du capitalisme : Sraffa n'est pas un de ces « économistes vulgaires » dont parle Marx. Mais c'est précisément pour cette raison que Sraffa a pu et peut jouer un rôle particulier dans le déclenchement et le déroulement de la crise contemporaine de la pensée économique dominante. Et cela explique aussi pourquoi, en dépit du caractère abstrait et de l'apparente neutralité politique de son œuvre, celle-ci nous semble susceptible d'être utilisée *dans le cadre d'une recherche de nouvelles formes de gestion étatique de l'économie.*

1) Il est bien connu qu'il existe deux grandes tentatives d'explication du système des prix, conçu, en économie politique, comme exprimant *la rationalité du capital* (*unicité du taux de profit*) : la théorie « symétrique » de la valeur, et la théorie des prix de production. Plusieurs auteurs ont montré que la première, ne parvenant pas à déterminer le niveau du taux de profit, échoue par là même dans la détermination des prix.

Sraffa élabore une version moderne de la théorie des prix de production, fondant ainsi sa critique de la première théorie sur une théorie de la répartition qui réhabilite *la notion fondamentale de produit net.*

C'est en quoi cette critique se distingue radicalement de toutes les autres, et c'est ce pourquoi elle a été utilisée en vue de traiter certains problèmes posés par Marx, en particulier celui de la nature du profit.

En croyant possible d'articuler théoriquement le système de Sraffa avec les concepts de Marx, certains économistes ont cherché dans le marxisme un prolongement politico-idéologique de la critique faite par Sraffa. Tandis que le marxisme continuait à être plus ou moins présent dans les universités, en liaison avec certaines traditions culturelles, et à partir du développement des luttes sociales, de nouvelles formes d'intérêt pour la théorie marxiste sont apparues : les uns ont été amenés à moderniser les critiques traditionnelles faites contre Marx par l'économie politique, *les autres par contre ont pensé que grâce à Sraffa le marxisme disposerait d'un fondement plus scientifique.* Et en même temps que la réhabilitation de la notion de produit net suscitait un nouvel examen de la notion de plus-value, certains néo-keynésiens étaient conduits, en raison du discrédit de l'école néo-classique, à tenter *d'épurer le keynésianisme des éléments néo-classiques* qui lui étaient propres et de ceux qui lui avaient été ajoutés depuis Hicks.

2) Les *remous théoriques* dont ont vient de parler, s'inscrivent eux-mêmes dans *une crise plus générale,* celle *des fondements de la pratique d'intervention de l'Etat* qui avait cours depuis les années 1930.

Il nous semble que la théorie néo-classique a toujours été un élément de la pratique économique de l'Etat, même en n'apparaissant pas comme telle (cf. par exemple l'apologie du libéralisme). Aujourd'hui cette théorie, sur la base des mêmes présupposés qu'auparavant, est introduite explicitement, pour *la « rationalisation » de la pratique étatique,* et se présente comme le complément indispensable des interventions de type keynésien traditionnel dont l'insuffisance n'est plus contestée. Ce qui nous frappe alors, c'est la contradiction que nous voyons, entre l'utilisation instrumentale des énoncés néo-classiques comme fondement de « *la rationalité des choix* », et d'autre part le discrédit théorique de ces mêmes énoncés. Quant au Keynésianisme, il n'en subsiste que l'idée de la nécessité d'une intervention « macro-économique » de l'Etat, la théorie néo-classique se chargeant de rendre cette intervention « rationnelle » au niveau de ses composantes.

Toutefois, un tel type d'intervention rencontre des difficultés de par sa nature même : car ce sont les mêmes causes qui le rendent nécessaire et qui en expliquent l'impuissance, *à savoir la prépondérance croissante de la forme économique de l'idéologie.* Cette prépondérance conduit d'une part à la nécessité de justifier l'action de l'Etat sur un plan économique ; mais d'autre part les affrontements entre les groupes sociaux s'exprimant au niveau économique, les présupposés sur lesquels repose l'idée d'une rationalité économique supérieure de l'action étatique sont mis en question.

Il nous semble en conséquence concevable qu'une nouvelle rationalisation de l'intervention économique de l'Etat puisse apparaître sur

la base d'un keynésianisme nouvelle manière, cette fois lesté non par des éléments néo-classiques, mais par des éléments néo-ricardiens. De ce point de vue le système de Sraffa jouerait un rôle important pour préparer les esprits à une modification des formes de gestion étatique de l'économie. A ceux qui seraient étonnés par l'idée que Ricardo peut encore, indirectement et à travers Sraffa, jouer un rôle social, rappelons que celui-ci a été et reste l'économiste par excellence du capitalisme sous toutes ses formes.

(II)

C'est Ricardo qui a, le premier, posé le « problème de l'économie politique » : *la nécessité d'exprimer en termes économiques la répartition du revenu* (dont les déterminants sont posés comme non économiques), c'est-à-dire *de rendre transparent le capitalisme à la bourgeoisie.* Cela *s'exprime chez Ricardo* comme *incompatibilité entre la valeur absolue et la valeur relative,* d'où l'impossibilité, avouée par Ricardo, « to discover or even to imagine any commodity which shall be perfect general measure of value » (*Absolute Value and Exchangeable Value, Works of Ricardo* (éd. Sraffa), vol. 4, p. 397) (1). Cette incompatibilité est l'expression d'un problème non résolu. L'œuvre de Sraffa semble se présenter comme solution de ce problème. Un examen attentif :

1) de la relation entre valeur et prix ;

2) de la construction de l'étalon ;

3) du statut du salaire et du travail,

révèle cependant que la solution de cette incompatibilité n'est obtenue quc par *la suppression de l'un de ses termes* (*la valeur absolue*), suppression qui est inscrite dans le concept même de valeur absolue chez Ricardo. La transformation radicale du concept de valeur absolue par Marx permet non pas de résoudre le problème de l'économie politique, mais de poser l'économie politique elle-même comme problème.

1) *Valeur absolue et valeur relative*

La liaison entre la valeur absolue et la valeur relative chez Ricardo est complexe. On pourrait penser, de prime abord, que le concept de valeur absolue est relativement indépendant de celui de valeur d'échange en ce que le premier se réfère à un objet différent (le problème du « progrès économique » auquel renvoie la distinction entre la valeur et la richesse) (cf. le chapitre XX des *Principes*). Cela permettrait de comprendre pourquoi Ricardo propose comme étalon de mesure de la valeur absolue une marchandise imaginaire produite toujours par la même quantité de travail annuel non assisté par le capital.

---

(1) Une traduction intégrale de ce texte a été publiée dans les Cahiers d'Economie politique n° 2 (tr. Sylvie Denamy et Patrick Maurisson).

Mais cette indépendance est tout à fait illusoire. En effet, le même concept de valeur absolue est utilisé par Ricardo dans la théorie des valeurs relatives. On peut se référer à la critique que Ricardo adresse à Torrens (*Absolute Value and Exchangeable Value*, p. 393-7) où il donne l'impression de considérer *la valeur absolue comme le préalable logique pour comprendre la valeur relative.* Ce point est aussi montré à l'occasion de la détermination de la variation des valeurs relatives : en présence d'une variation des valeurs relatives de deux marchandises, on est dans l'incapacité de savoir laquelle a augmenté ou baissé de valeur (cf. p. 43 des *Principes*).

Il reste une troisième utilisation du concept de valeur absolue, à savoir la détermination de *la masse des profits* par « the quantity of labour requisite to provide necessaries for the labourers, on that land or with the capital which yelds no rent » (*Principes*, p. 126). Remarquons que dans ce cas le taux de profit est déterminé *après* la connaissance de la masse des profits par le rapport entre celle-ci et la quantité de capital engagé.

Pour nous, la compréhension du concept de valeur absolue chez Ricardo implique que l'on reconnaisse la priorité du lien entre la valeur absolue et la valeur relative qui, pour Ricardo, conditionne les autres utilisations de ce concept. Cela apparaît clairement lors de la discussion à propos de la mesure de la valeur absolue. Si Ricardo conclut qu'il est « exceedingly difficult to discover or even *to imagine* any commodity which shall be perfect general measure of value », cela n'est évidemment pas dû au fait que cette marchandise n'existe pas. C'est parce que la marchandise « étalon » de la valeur *absolue* voit sa valeur *relative* se modifier que Ricardo en déduit l'impossibilité d'une mesure adéquate de la valeur absolue. « A commodity that requires the labour of 100 men for one year is not precisely double the value of a commodity that requires the labour of 100 men for 6 months » (*Absolute Value and Exchangeable Value*, p. 382). On voit donc que, bien loin que la valeur absolue soit la condition d'explication des valeurs relatives, c'est la *rationalité des valeurs relatives* (*unicité du taux de profit*) qui fournit le critère de pertinence de la valeur absolue.

Il en résulte deux conséquences notables :

1) le concept de valeur absolue n'est plus entièrement satisfaisant pour mesurer le « progrès » économique. Mais on sait que pour Ricardo cela n'est pas bien grave puisque, pour lui, c'est la variation des « difficultés » de production des marchandises qui constitue la cause de loin la plus importante de variation des valeurs d'échange ;

2) il est impossible de déterminer la masse des profits indépendamment de la répartition capitaliste de cette masse (unicité du taux de profit). Il s'ensuit que l'on ignore ce que les capitalistes se répartissent entre eux ; la connaissance de la masse des profits ne peut donc être obtenue que grâce à la détermination préalable du taux de profit.

Ceci nous permet de conclure que Ricardo ne saurait être interprété comme un théoricien de la valeur-travail, bien qu'il estime nécessaire de conserver la référence au travail. Ce qui interdit de considérer la théorie marxiste de la valeur comme une reprise, prolongement ou développement quelconque du concept ricardien de valeur absolue. Il est clair en effet, *que pour Marx il est aberrant d'envisager un quelconque « effet de retour » de la valeur relative sur la valeur absolue.* Celui-ci n'est possible que si l'on n'analyse la marchandise que sous sa spécification capitaliste. L'absence chez Marx d'interférence de la valeur relative sur la valeur absolue a son origine dans *la nécessité de penser la marchandise en général avant de (et pour pouvoir) la penser comme produit du capital.* Il nous semble nécessaire que les considérations qui précèdent soient présentes à l'esprit lors de la lecture des passages de Marx relatifs à Ricardo.

C'est cet « effet de retour » qui constitue la base logique de la solution proposée par Sraffa au problème ricardien. En effet, après avoir exclu toute question relative au « progrès économique » en assumant les quantités comme données, *Sraffa construit la « valeur absolue » comme invariant à partir du critère fourni par la variation des valeurs relatives (variation de la répartition du prix du produit net), ce qui est dans le prolongement de l'interprétation que Sraffa propose de Ricardo :* « The idea of an « invariable measure » has for Ricardo its necessary complement in that of « absolute value » (*Introduction, Works of Ricardo,* vol. I, p. XLVI). Mais cette « valeur absolue » n'est en réalité qu'un « prix absolu », *c'est-à-dire non logiquement lié aux quantités de travail.* Ce n'est pas pour autant que la solution de Sraffa abandonne la problématique ricardienne, ainsi que nous l'avons vu.

Cette problématique, nous le savons, a pour objet la recherche de la transparence du capitalisme du point de vue bourgeois. Nous essayons de montrer au point (2) *que l'étalon de Sraffa rend transparent un système qui ne saurait être assimilé au capitalisme en raison de la dépendance de l'étalon par rapport à une conception inadéquate du salaire.* Dans le point (3) nous montrons que la persistance de l'opacité du système capitaliste est indissolublement liée *à l'absence du statut du travail* dans l'économie politique (donc aussi bien chez Sraffa que chez Ricardo).

2) *Etalon et salaire*

Si nous nous limitons au salaire, ce n'est pas parce que seul le salaire pose un problème dans la construction de l'étalon. Une difficulté existe aussi du côté du profit, due au fait que Sraffa prend comme donnée *l'égalité des taux de profit en dehors de toute analyse de leur égalisation.* Cette question n'est pas traitée ici. Sraffa pose sans justification que le salaire est payé « post factum », tout en nous informant que « thus abandoning the classical economists' idea of a wage "advanced" from capital » (*Production of Commodities by means of Commodities,* § 9). Aurait-il pu faire autrement ? Nous ne le pensons pas.

Car ce n'est qu'en considérant le salaire comme prélèvement sur le produit net que Sraffa peut construire l'étalon. En effet, si le salaire est « avancé », sa seule représentation possible dans le système des prix de production est en tant que quantités de marchandises (soit biens-salaire, soit mesure du salaire). De ce fait, toute variation du salaire implique un changement de technologie, ce qui exclut l'existence d'un étalon adéquat au système initial. On en déduit que l'obtention de la « transparence » du système n'est possible que grâce à ce statut particulier du salaire, réduit à n'être qu'une catégorie de la répartition. Or, le salaire n'est catégorie de la répartition que *parce qu'il* est catégorie de la production. En effet, une fois dissociée de la production, cette variable perd toute signification en tant que salaire ; elle peut représenter, avantageusement, un « impôt » sur le prix du produit net des branches, fixé à un taux uniforme sur la base d'une assiette différente (dans le système de Sraffa représentée par les L_i).

Nous ne pensons pas que cette conception du salaire puisse être réduite à son utilisation analytique. La disparition du salaire comme catégorie est liée à la conception actuelle *que les capitalistes se font et propagent de la lutte syndicale comme « répartition des fruits de la croissance »*. Cette conception est relativement récente. Ricardo ne pouvait envisager la possibilité d'une variation des salaires pour des conditions de production inchangées. Cette différence de conception entre les deux auteurs, liée aux changements historiques du capitalisme, ne doit pas masquer la profonde affinité que nous avons montrée à propos de la valeur, et qui se retrouve dans la conception du travail ; comme Ricardo, Sraffa ne peut penser le travail qu'à l'intérieur de l'économie politique, où, comme Marx l'a montré, son statut est indéterminé.

3) *A la recherche du travail perdu*

On constate que le travail apparaît, dans l'ouvrage de Sraffa, d'une façon qui est la conséquence de l'hypothèse particulière faite sur le salaire et exposée dans le point précédent : « *The quantity of labour employed* in each industry has now to be represented explicitely, taking the place of the corresponding quantities of subsistence » (§ 10). Ceci nous oblige à nous demander en quoi consistent ces quantités de « travail » (réduites par Sraffa à ce que Marx appelle du « travail simple »), *qui entrent en scène postérieurement au salaire,* dans la logique du texte, et sont additionnées par Sraffa comme travail total annuel de la société.

Marx a montré que des quantités de travail ne peuvent être additionnées que si elles sont commensurables, et donc expriment du travail abstrait. S'agit-il de ce dernier chez Sraffa, qui considère comme une unité la quantité de travail social annuel ? On s'aperçoit que tel n'est pas le cas : en effet, la répartition du travail abstrait entre les branches de l'économie ne peut se faire que par le marché, ce qui empêche de la considérer *comme un donné technologique du système.* Pourtant,

c'est ainsi que la conçoit Sraffa : en conséquence, la quantité de travail total annuel de la société n'est pas du travail abstrait.

S'agit-il de travail concret ? On a certes alors un donné technologique. Mais en ce cas, on ne saurait considérer les quantités de travail employées dans les différentes branches industrielles, « as fractions of the total annual labour of society » (§ 10). Dès lors, ce qui apparaît selon Sraffa « explicitely » comme travail, n'est en réalité que le produit de quantités de travail concret par un taux de salaire, c'est-à-dire des masses salariales, *soit w L ; produit dont on ne peut dissocier les termes.* On peut aussi voir que la réduction à des quantités de travail datées (chapitre VI), n'est elle-même qu'une réduction à des quantités de salaires datés.

En conséquence, ainsi que l'avait montré Marx, l'économie politique (qu'elle soit de Ricardo, de Keynes ou de Sraffa), *ne peut se représenter le travail que comme du salaire* (et cela quelle que soit la conception de ce dernier).

Il reste à élucider un point : le seul cas où le travail apparaît comme séparé du salaire, se présente lors de la normalisation du système-étalon, en conséquence de quoi le produit-étalon apparaît comme équivalent à la quantité de travail annuel de la société. Cela pourait suggérer l'idée que l'étalon de Sraffa n'est pas dissocié de la valeur absolue ricardienne, c'est-à-dire ici de la quantité de travail incorporée dans les marchandises. Mais une telle idée est fallacieuse. En effet, les quantités de travail L fonctionnent uniquement comme coefficients de normalisation du système étalon. Elles peuvent alors être remplacées par des quantités de n'importe quelle marchandise, ce qui présenterait d'ailleurs l'avantage de l'homogénéité physique. Ainsi nulle part, chez Sraffa nous ne retrouvons un concept de travail comparable d'une façon quelconque à celui que Marx analyse.

Carlo BENETTI, Université de Paris X
Suzanne de BRUNHOFF. C.N.R.S - Université de Paris VII
Jean CARTELIER, Université de Nice

Mai 1973.